



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Lille, le **08 NOV 2011**

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité Prévention des Pollutions et
Protection des Paysages

**Le Directeur départemental
des territoires et de la mer**

à

(destinataires in fine)

Vos réf. : CL/

Affaire suivie par : Caroline LENAIN

caroline.lenain@nord.gouv.fr

Tél. : 03.28.03.84.10 – Fax : 03.28.03.83.80

Objet : Procès-verbal de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites du 4 octobre 2011
PJ : 1

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie du procès-verbal de la commission citée en objet.

Le Directeur adjoint,

Pierrick HUET



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

LISTE DES DESTINATAIRES

- M. Sébastien COSNIER, Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement;
- M. Jean-Marc VALET, Conservatoire botanique de Bailleul;
- M. Pierre SERET, Représentant des organisations agricoles;
- Mme Anne BRAQUET, Paysagiste
- M. Yves LAMMENS, représentant les vieilles maisons françaises.

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Lille, le 08 NOV 2011

Service eau environnement

Unité Prévention des Pollutions
et Protection de Paysages

**Procès-verbal de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et
des Sites du 4 octobre 2011**

Participants

M. Pierrick HUET – DDTM
M. Georges BREDAS – DDTM
Mme Caroline LENAIN – DDTM
M. Grégory BRASSART – DREAL

M. Sébastien COSNIER – DREAL
M. Jean-Marc VALET – Conservatoire
botanique de Bailleul
M. Pierre SERET – Représentant des
organisations agricoles
Mme Anne BRAQUET – Paysagiste

Ordre du jour

Formation « Site et paysage » : Projet de schéma régional Climat Air Énergie 1

Formation « Site et paysage » : Projet de schéma régional Climat Air Énergie

M. le Président ouvre la réunion en remerciant les membres d'être présents et signale que, pour cette commission, le quorum n'est pas exigé.

M. BRASSART informe les membres qu'il s'agit d'un projet État – Région élaboré de décembre 2010 à août 2011 et que tous les documents préparatoires ont été mis en ligne. Pendant cette période, le site internet dédié à ces documents a fait l'objet d'environ 20 000 connexions.

Le projet tel qu'il est présenté aujourd'hui doit recueillir l'avis de 9 commissions départementales ou régionales et fait l'objet d'une consultation publique sur internet durant 2 mois. Depuis le début de la consultation publique (soit environ 10 jours), 1500 connexions au site ont eu lieu et 14 demandes « papier » du projet ont été reçues.

Un résumé synthétique du projet a été réalisé et peut être consulté sur internet également.

M. COSNIER présente ensuite le projet de schéma régional Climat Air Energie (SRCAE).

Le projet est issu de 9 mois d'élaboration et de co-construction avec les acteurs régionaux (collectivités, représentants des différents secteurs d'activité, associations, service de l'État).

Il comprend 2 documents distincts:

- le document « principal » constitué d'une partie diagnostic régional climat, air, énergie, d'une partie orientations et objectifs et d'une annexe « schéma régional éolien ».
- les cahiers techniques: des compléments pour expliciter les choix méthodologiques effectués et préciser certains éléments de diagnostic.

Le projet est soumis à consultation et concertation du public du 15 septembre au 15 novembre 2011: une consultation large avec environ 1700 entités consultées pour avis et une concertation du public via interne et des registres disponibles dans les préfectures et au siège de région. 4 réunions territoriales de concertation sont également programmées en octobre et novembre 2011.

A l'issu de cette phase de consultation et de concertation, le document finalisé sera soumis, pour approbation, à l'organe de délibération du conseil régional lors de sa séance plénière des 25 et 26 janvier. Le schéma sera ensuite arrêté par le Préfet de région et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Le SRCAE doit être une traduction régionale des objectifs de la France et un rappel des normes réglementaires à respecter.

Le schéma présente un bilan des consommations et productions d'énergie, de la qualité de l'air, des émissions de gaz à effet de serre(GES) et des vulnérabilités face au changement climatique de la région et propose une scénarisation mettant en évidence le chemin à parcourir pour aller jusqu'aux cibles du SRCAE.

Il identifie les principaux enjeux par secteur (transports, activités, productivités, résidentiel, urbanisme...) et propose des orientations, détaillant les objectifs à atteindre et précisant les conditions de leur mise en œuvre.

Le SRCAE du Nord – Pas de Calais doit définir la contribution de la région au respect des engagements que la France a d'ores et déjà adopté: consommation énergétique, émissions de gaz à effet de serre, valorisation d'énergies renouvelables et de qualité de l'air. Il doit également traiter de l'adaptation au changement climatique.

Dans ce cadre, les cibles prévues dans le projet sont:

1. le 3x20 en Nord – Pas de Calais
 - viser une réduction de 20%, d'ici 2020, des consommations énergétiques finales par rapport à celles constatées en 2005;
 - viser une réduction de 20%, d'ici 2020, des émissions de gaz à effet de serre par rapport à celles constatées en 2005;
 - viser un effort de développement des énergies renouvelables supérieur à l'effort national (au minimum x3)
2. le facteur 4
 - Viser une réduction de 75%, d'ici 2050, des émissions de l'ensemble des GES par rapport à celles constatées en 2005
3. la prise en compte des normes réglementaires en région
 - Réduire les émissions des polluants atmosphériques dont les normes sont régulièrement dépassées, ou tangentes: Nox, particules et ozone
4. l'adaptation au changement climatique en Nord -Pas de Calais
 - Adapter le territoire régional aux impacts du changement climatique grâce à une évaluation de ses vulnérabilités incontournables et des pistes possibles pour s'y adapter.

Dans le bilan des consommations énergétiques, le projet démontre que le Nord – Pas de Calais est une région fortement consommatrice d'énergie avec un particularisme industriel marqué par la sidérurgie et une

part industrielle forte. En ce qui concerne les gaz à effet de serre, il est constaté que le mix énergétique est très carboné.

En contrepartie, le Nord – Pas de Calais contribue faiblement à la production des énergies naturelles renouvelables.

D'autre part, il est constaté que la qualité de l'air représente un enjeu sanitaire et environnemental fort dans la région.

Enfin, le projet met en évidence une vulnérabilité de la région face aux effets des changements climatiques, notamment:

- les effets sur l'évolution de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques
- le risque de submersion marine
- les modes de gestion des eaux continentales dans les Wateringues
- les phénomènes d'îlots de chaleur urbains
- le phénomène de retrait-gonflement des argiles
- les impacts sur la biodiversité

Afin d'atteindre les cibles fixées par le projet, les efforts à mener sont répartis entre 10 secteurs et traduits sous la forme de 42 orientations.

A l'issue de la présentation, M.VALET s'interroge sur la place réservée à la géothermie. Dans le Nord – Pas de Calais, la géothermie peu profonde pourrait présenter un potentiel intéressant mais ce potentiel trouverait ses limites en cas de grand froid (-10°C). Le territoire n'est pas propice à la géothermie profonde.

M.SERET signale que la profession agricole est choquée par la place réservée à l'agriculture dans le projet de SRCAE et attire notamment l'attention sur le plan boisement par rapport à la part réservée à l'agriculture. M.BRASSART précise que la profession agricole a été associée au groupe de travail et que toutes les remarques envers le projet, émises pendant la phase de consultation et de concertation, seront prises en considération.


M.BRASSART invite donc la profession agricole à formuler précisément ses remarques par rapport au document avant le 15 novembre 2011.

M.HUET estime que la part réservée à l'éducation n'est pas suffisamment mise en avant dans le projet.

Enfin, les membres de la commission trouvent regrettable que le projet de SRCAE ne prenne pas en compte les énergies marines.

La commission émet **un avis favorable** avec quelques réserves pour M.SERET qui transmettra via la chambre d'agriculture des remarques complémentaires.

Le Président,


Pierrick HUET